

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3022 - MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2017

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

55 milliards FCFA pour la mise en œuvre
d'une agriculture commerciale

Le gouvernement congolais et la Banque mondiale (BM) vont signer, dans les prochains jours, un accord d'un montant de 100 millions de dollars, soit environ 55 milliards FCFA, pour amplifier le projet d'agriculture commerciale.

« Nous avons discuté de la question de la diversification économique, notamment le développement de l'agriculture, et je peux vous assurer déjà qu'au cours de cette semaine nous allons signer le nou-



Des sillons de légumes (Adiac)

veau projet de développement du secteur agricole », a déclaré hier le directeur des opérations de la BM pour les deux Congo, Ahmadou Moustapha Ndiaye, au sortir d'une rencontre avec la ministre du Plan, Ingrid Olga Ebouka-Babakas.

Le projet comporte quatre composantes et vise à consolider les acquis du Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (Pdarp) dont les résultats sont jugés satisfaisants.

Page 5

HÔPITAUX PUBLICS

Le cri du cœur des agents du CHU de Brazzaville

Alors que la réunion de l'Assemblée générale prévue hier n'a pu se tenir suite à une interdiction du directeur général, le personnel du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de la capitale,

venu nombreux, n'a guère caché sa déception face la situation de cet établissement.

« Au CHU, il n'y a plus rien. Pas d'air cool, pas de coton, pas de réactifs, ...

Nous voulons que tout cela puisse trouver de solution. Nous ne pouvons pas venir ici pour ne pas traiter les patients dans les bonnes conditions », se plaignait, visiblement désespéré, le

docteur Jacques Lucien Mobengo. Il dirige un comité de crise mis en place par les agents suite à la forfaiture présumée de leurs syndicalistes.

Page 6

SÉNAT

André Obami-Itou cède
le témoin à Pierre Ngolo

Après quinze années passées au Sénat, dont dix comme président, André Obami-Itou a transmis mardi le témoin à Pierre Ngolo, élu président de la haute chambre du Parlement au cours de la séance inaugurale de sa nouvelle législature, le 12 septembre dernier.

« Je me sens comblé d'avoir accompli ma mission de parlementaire et

Pierre Ngolo et André Obami-Itou (Adiac) je suis heureux de vous transmettre le flambeau. Je vous souhaite plein succès dans l'accomplissement de votre mission », a déclaré l'ancien président du Sénat à qui le successeur a rendu hommage pour son humilité, sa tempérance et son esprit de tolérance.

Page 2

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Antonio Guterres appelle à agir pour faire régner la paix

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui ouvrait hier le débat général de la 72e Assemblée générale de cette organisation a décrit un monde en difficulté, où les humains souffrent et la colère gronde. « L'insécurité gagne du

terrain, les inégalités s'accroissent, les conflits se propagent, les changements climatiques s'accroissent », a déploré Antonio Guterres qui a invité la communauté internationale à agir pour faire régner la paix partout. En rapport avec la paix, le chef

de l'Etat congolais qui participe à cette réunion de l'ONU est annoncé comme le principal acteur africain d'une réunion sur la Libye prévue à New York, en marge de l'assemblée générale.

Page 7

TRANSPORT URBAIN

Reprise imminente des activités de la STPU

Après plus d'un mois de suspension de ses activités pour cause de grève, le syndicat de la Société des transports publics urbains (STPU) a annoncé hier, à l'issue d'une rencontre avec le ministère de l'Economie, de l'Industrie et



du portefeuille public, sa tutelle, la reprise de ses activités à compter du 25 septembre.

Page 3

EDITORIAL

REMISE EN ORDRE

Page 2

ÉDITORIAL

Remise en ordre

Rien n'est encore joué, bien sûr, et mieux vaut attendre encore quelques mois pour porter un jugement définitif sur les réformes engagées par le gouvernement Mouamba 2, mais il est certain que quelque chose bouge en profondeur dans le domaine de la gouvernance publique. Il suffit pour s'en convaincre de considérer ce qui se passe dans plusieurs ministères clés tels que l'éducation, la santé, la jeunesse, la finance, le commerce, le tourisme et l'environnement, l'administration du territoire.

L'enjeu, il est vrai, est immense non seulement pour les femmes et pour les hommes chargés de mener à bien le programme de «rupture» énoncé à plusieurs reprises ces derniers mois par le Chef de l'Etat, mais également et surtout pour la nation congolaise qui fait face à de redoutables problèmes économiques et sociaux. Ou bien, en effet, la modernisation du Congo s'accélère et tous les espoirs sont permis, ou bien au contraire elle ne progresse pas, voire même régresse, et le risque est grand de voir le pays s'enliser dans une crise sans fin.

Tout repose dans cette affaire sur la volonté de quelques-uns, sur le soutien que la majorité parlementaire leur apportera et sur l'application immédiate, dans toute l'étendue du territoire national, des décisions prises au plan gouvernemental puis votées par les deux assemblées. Tout est donc affaire de conviction personnelle et de capacité à mobiliser les énergies publiques, privées qui permettront de traduire en actes les consignes données au plus haut niveau de l'Etat.

Nous l'avons écrit ici même à maintes reprises ces derniers temps et nous n'hésitons pas à le répéter au risque d'être accusés, comme on dit, de radoter : jamais l'information, la communication d'Etat n'a été aussi importante. Car la «rupture» demandée par la plus haute autorité de la Nouvelle République ne deviendra une réalité durable que si la société civile comprend ce qui se passe sur le terrain, appuie les réformes édictées par le gouvernement et votées par le Parlement, s'engage elle-même pour garantir leur application dans son environnement immédiat.

Remettre en ordre aujourd'hui pour mieux vivre demain n'est pas rêver !

Les Dépêches de Brazzaville

SÉNAT

Pierre Ngolo prend ses fonctions



Pierre Ngolo et André Obami-Itou (Adiac)

Le président sortant du Sénat André Obami-Itou a transmis le 19 septembre, le témoin à son successeur Pierre Ngolo au cours d'une passation de service au Palais des congrès à Brazzaville.

Après avoir félicité Pierre Ngolo pour son élection à la tête de la haute chambre du Parlement, André Obami-Itou lui a souhaité bonne chance. « Après quinze années passées au Sénat dont dix à la présidence, je me sens comblé d'avoir accompli ma mission de parlementaire. Je

succèsion sans passage de témoin pour instaurer la pratique régulière de transmission de pouvoir ».

« Depuis 1992, année de la mise en place du Sénat, voici que se déroule, pour la première fois, la passation de service et de consignes entre un

« A son école j'ai été, j'y suis et j'y resterai. Qu'il ne se lasse pas de jouer envers moi, le Sénat et le Parlement congolais son rôle de cadre d'expérience »

suis heureux de vous transmettre le flambeau. Je vous souhaite plein succès dans l'accomplissement de votre mission », a-t-il déclaré.

Prenant la parole à son tour, Pierre Ngolo a indiqué que « ce jour entre dans les annales de notre Parlement comme un jour historique qui marque une césure avec un passé de

président sortant et entrant. Cette ère nouvelle s'inscrit dans le processus de réorganisation institutionnelle enclenché par la nouvelle République », a-t-il ajouté, vantant par la suite les qualités de son prédécesseur.

« A son école j'ai été, j'y suis et j'y resterai. Qu'il ne se lasse pas de jouer envers moi, le

Sénat et le Parlement congolais son rôle de cadre d'expérience », a conclu Pierre Ngolo.

Né le 27 juin 1954 à Etoro-Gamboma dans le département des Plateaux, Pierre Ngolo est titulaire d'une maîtrise obtenue à l'Université de Reims en France. Il fut professeur certifié de philosophie et inspecteur des lycées, directeur de cabinet du ministre de la jeunesse et des sports. Membre du bureau politique du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Ngolo fut également premier secrétaire du Conseil national de transition (CNT) et de l'Assemblée nationale.

Il a aussi assumé les fonctions de président du parlement de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et rapporteur du Réseau des parlementaires de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Grand officier dans l'ordre du mérite congolais et dans l'ordre du mérite communautaire de la CEMAC, Pierre Ngolo est secrétaire général du PCT depuis 2011.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gueso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gueso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gueso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

TRANSPORT URBAIN

La grève des agents de la STPU suspendue

Les agents de la Société des transports publics urbains (STPU) reprendront le service le 25 septembre prochain, après plus d'un mois de grève, due au non-paiement de cinq mois d'arriérés de salaire.

L'annonce a été faite le 19 septembre à Brazzaville par le coordonnateur de la fédération syndicale des professionnels du transport du Congo, Cyrille Dzoundou, à l'issue des discussions avec le ministre d'Etat, en charge de l'Economie, de l'Industrie et du portefeuille public, Gilbert Ondongo. « Nous avons fait le tour du cahier de charges que nous avons déposé sur la table du gouvernement portant princi-

palement sur le paiement de nos arriérés de salaire. A ce sujet, nous sommes tombés d'accord avec le ministre pour que la dette soit épongée au moins de moitié dès la semaine prochaine. Au cas où les engagements ne sont pas respectés, nous reviendrons sur notre position », a expliqué Cyrille Dzoundou. « Si l'entreprise était bien gérée, nous n'aurons pas attendu le coup de pouce de

l'Etat au regard de nos recettes », a-t-il poursuivi.

Signalons que chaque bus sur les cinquante dont dispose cette société créée en 2015, réalise une recette journalière qui oscille entre 150 et 200.000 francs CFA.

« Je vous remercie pour l'esprit de sérénité dont vous avez fait montre. Il n'y a pas eu de suspension de séance marquant le désaccord entre nous. Maintenez en permanence cet esprit de responsabilité, nos portes vous seront toujours ouvertes », a indiqué pour sa part le ministre Gilbert Ondongo.

Lopelle Mboussa Gassia



L'entretien entre le ministre d'Etat Gilbert Ondongo et les syndicalistes (Adiac)

DOUANES

Des cadres congolais actualisent leurs connaissances sur la gestion du risque



Jean Alfred Onanga posant avec les douaniers (Adiac)

La direction générale des douanes et des droits indirects a ouvert, le 18 septembre à Brazzaville, une formation spéciale à l'endroit des cadres douaniers. Objectif : renforcer les capacités techniques et opérationnelles de ces derniers sur la gestion optimale du risque.

Organisée en partenariat avec la société Cotecna, cette formation est dédiée aux membres du comité technique opérationnel et ceux de la cellule d'analyse de risque de la direction générale des douanes. Elle s'inscrit dans le cadre du contrat signé en 2015, entre le gouvernement et cette société internationale. Durant une semaine, les douaniers congolais seront formés aux nouvelles applications développées par Cotecna, sur le Système d'analyse de risque (SIAR). Un système

technologique qui permet aux douaniers, dans leurs contrôles quotidiens, d'identifier à travers des appareils techniques, des marchandises présentant des risques. « Nos effectifs douaniers ne nous permettent pas aujourd'hui d'ouvrir tous les containers qui arrivent au Congo. A travers cette formation, nous acquérons de nouvelles techniques qui nous permettront de contrôler uniquement des containers qui présentent des risques », a précisé Gilbert Ontsira coordonnateur du comité technique.

La phase théorique de cette formation se fera à Brazzaville tandis que la pratique se déroulera à Pointe-Noire. Pour le directeur général des douanes et des droits indirects, Jean Alfred Onanga,

qui a patronné l'ouverture des travaux, cette formation vient à point nommé renforcer le système d'information et d'analyse de la direction générale des douanes en pleine réhabilitation.

« Le nouveau SIAR de Cotecna permettra l'interface de l'imagerie du scanner avec logiciel Dydonia. Je vous exhorte à suivre avec beaucoup d'abnégation les enseignements qui vous seront dispensés. Je souhaite que cette formation soit productive et aboutisse à la maîtrise du SIAR, afin de permettre aux cadres et agents des douanes de monter en puissance dans l'analyse et la gestion des risques », a conclu Jean Alfred Onanga.

Firmin Oyé

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Congo poursuit des discussions dans le cadre de l'alliance parlementaire

Dans le cadre de l'Objectif Faim zéro à l'horizon 2030, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ainsi que le Programme alimentaire mondial (PAM) multiplient des initiatives bénéfiques en faveur des pays membres de l'Organisation des Nations unies.



Isidore Mvouba s'entretenant avec Suze Percy Filippini et Jean Martin Bauer (Adiac)

Au nombre de ces initiatives, on note l'Alliance parlementaire sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ainsi, les représentants de la FAO et du PAM au Congo, Suze Percy Filippini et Jean Martin Bauer, qui ont été reçus en audience par le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, lui ont fait savoir que si tout va bien le Congo sera le premier pays d'Afrique centrale à mettre en place cette initiative.

Par ailleurs, Suze Percy Filippini a indiqué à la presse que les discussions avec le nouveau président de l'Assemblée nationale sont le prolongement des rencontres que la FAO et le PAM ont eues par le passé avec les parlementaires sortant sur la nécessité de mettre en place au Congo l'Alliance parlementaire sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Au cours de ces précédentes rencontres, a-t-elle déclaré, la FAO et le PAM avaient mis à la disposition des parlementaires des informations concernant des modalités de la mise en place de cette initiative ainsi que le partage des expériences des autres pays ayant déjà intégré cette alliance, notamment les pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Pour sa part, Jean Martin Bauer a signifié à la presse que la mise en place de cette initiative passe par un grand nombre d'interventions notamment dans le cadre de la législation.

Roger Ngombé



BUROTOP IRIS

TELEFUNKEN

Le Géant allemand des téléviseurs



LED 32" HD: 159 000 Fcfa

LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa

LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa

LED 55" FULL HD SMART: 549 000 Fcfa

LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

CASP

385 candidats en compétition

Les épreuves du concours d'entrée au Centre d'application, de la statistique et de la planification (Casp) ont été lancées, le 19 septembre à Brazzaville, par le directeur général, Gaspard Symphorien Mbou Likibi.

Sur 385 candidats, dont 367 à Brazzaville, 11 à Pointe-Noire, 4 à Owando, et 3 à Madingou, 30 seulement seront retenus à l'issue de cet examen. « *Seuls les candidats de qualité seront sélectionnés* », a déclaré le directeur général du Casp lors du lancement des épreuves.

Durant deux jours, les candidats au concours direct seront soumis aux épreuves de mathématiques, de calcul numérique et de français. Pour le concours professionnel, les candidats affronteront les épreuves de mathématiques, de dissertation économique et de français. « *Ce concours se déroule en deux sections. Le concours professionnel ne concerne que les travailleurs de la fonction publique et du secteur privé, qui sont de la catégorie B et qui peuvent suivre la formation continue tout comme les agents techniques de la statistique non diplômés. Pour le concours direct, ce ne sont que des titulaires du baccalauréat, avec un critère d'âge bien déterminé, qui sont concernés* », a fait savoir le direc-



Les étudiants en plein examen (photo adiac)

teur général du centre.

Dans le but de donner à la jeunesse une formation qualifiante, les textes prévoient de former et de recruter notamment les jeunes qui n'ont pas de baccalauréat - niveau Ire. Ce type de concours a été arrêté depuis un certain temps. Motif : le niveau d'études des candidats reconnu assez bas. Pour ce faire, le centre entend contourner la difficulté en ouvrant, dès janvier, une formation de remise à niveau des candidats ayant interrompu leurs cursus.

Aussi, l'objectif de cette formation est de résorber le chômage en milieu juvénile. Une fois les études terminées, le recrutement de ces étudiants dépend du ministère des Finances qui envoie la notification de quota à celui de la Fonction publique, « *vu les besoins des autres administrations, vu les postes à pourvoir par rapport à*

son portefeuille », souligne la directrice générale par intérim de la Fonction publique, Joséphine Bomandouki-Olingou Pourou.

Bien que ce centre forme depuis des lustres les techniciens congolais, la question de sa visibilité se pose contrairement aux autres établissements. Pour ce faire, Gaspard Symphorien Mbou Likibi compte tout mettre en œuvre pour faire la promotion de cette structure. Le Casp forme, depuis sa création, les techniciens supérieurs de la statistique et de la planification. Parmi les critères de sélection, les candidats doivent disposer d'un Baccalauréat C, D, G2 et BG et être âgé d'au plus 22 ans pour participer à ce concours. Le diplôme obtenu est équivalent à un Bac +2. Créé en 1983, il compte dans un avenir proche ouvrir le cycle ingénieur.

Josiane Mambou Loukoula

GESTION DURABLE DES FORÊTS

Des experts de la sous-région finalisent le rapport sur la foresterie participative

Une trentaine d'experts forestiers venus des pays membres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) sont, depuis le 19 septembre, en conclave à Brazzaville, pour examiner et valider le nouveau rapport d'étude sur la foresterie participative.

Cet atelier est organisé par le gouvernement avec l'appui de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao) et de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac). Durant deux jours, les experts forestiers de la sous-région vont examiner la problématique de gestion durable des forêts, appelée foresterie participative, un concept qui prône la gestion responsable et durable des forêts, avec la participation des communautés locales et des peuples autochtones.

« *L'heure est arrivée pour faire le bilan qui permettra à l'issue de cet atelier de valider le rapport de l'étude sur l'évaluation du régime de la foresterie participative au Congo, en vue de fournir une information fiable*



La ministre Rosalie Matondo en photo de famille avec les experts (photo adiac)

aux décideurs en matière de politique forestière », a souligné la ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo. Pour la ministre, la foresterie participative est un terme générique, qui, en dehors de son usage forestier, implique aussi la catégorisation, la classification, le fonctionnement des écosystèmes forestiers et la préservation des ressources génétiques, mais également le rôle interactif que ces écosystèmes jouent au sein de la communauté.

« *Cette réunion d'experts arrive à point nommé, d'autant plus que plusieurs pays de la sous-région accordent une*

attention particulière à la diversification de leur économie et à la résorption du chômage des jeunes. Saisissons cette opportunité pour analyser les barrières à la foresterie participative et identifier les actions prioritaires à mettre en œuvre pour améliorer son efficacité », a indiqué la représentante de la Fao au Congo, Suze Percy Filipini.

Par ailleurs, elle a salué les efforts consentis par le Congo dans le cadre de la gestion durable des forêts, et réitéré la volonté de la Fao à soutenir efficacement cette politique.

Firmin Oyé

AGRICULTURE

Le Congo et la Banque mondiale cofinanceront un projet à 100 millions de dollars

La République du Congo et la Banque mondiale vont signer, cette semaine, un nouvel accord pour un projet de développement du secteur agricole. D'un montant de 100 millions de dollars, soit environ 55 milliards de FCFA, le projet vise à amplifier l'agriculture commerciale et permettre une meilleure disponibilité des produits agricoles sur le marché.



Ingrid Olga Ebouka-Babakas et Ahmadou Moustapha Ndiaye heureux des conclusions obtenues (DR)

L'annonce a été faite mardi à Brazzaville par Ahmadou Moustapha Ndiaye, directeur des opérations de la Banque mondiale pour la République démocratique du Congo et la République du Congo, au sortir d'une séance de travail avec la ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Ingrid Olga Ebouka-Babakas. « *Nous avons discuté de la question de la diversification économique, notamment le développement de l'agriculture. Je peux vous assurer déjà qu'au cours de cette semaine nous allons signer le nouveau projet de développement du secteur agricole* », a déclaré Ahmadou Moustapha Ndiaye. Le projet qui comporte quatre composantes, vise notamment à consolider les acquis du Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (Pdarp) ayant permis, en dix ans, de réaliser des résultats encourageants.

Au cours de la rencontre, les deux parties ont également saisi l'opportunité d'examiner l'état d'avancement du portefeuille projet financé par la Banque mondiale, avec un encours de 400 millions de dollars. L'intérêt de la discussion, a affirmé le directeur des opérations de l'institution onusienne, a été de voir comment « *accélérer la mise en œuvre des projets pour que ceux-ci aient un impact au niveau de la population congolaise* ». Ingrid Olga Ebouka-Babakas et Ahmadou Moustapha Ndiaye ont par ailleurs évoqué le soutien de la Banque mondiale au Congo compte tenu de la conjoncture économique morose due aux effets de la chute des prix des produits pétroliers sur le marché mondial. « *Nous avons discuté des différents aspects techniques ainsi que des prochaines étapes que nous devons franchir pour mobiliser ces ressources additionnelles afin d'accompagner le pays* », a dit Ahmadou Moustapha Ndiaye.

Engagé dans un nouveau Plan national de développement 2017-2022, le Congo pourra compter sur l'appui de la Banque mondiale, a assuré ce dernier. Au-delà de l'apport financier, l'institution qui vise à réduire la pauvreté et favoriser le partage de la prospérité, entend mettre à profit les travaux d'analyses effectués dans les différents secteurs, lesquels permettront d'éclairer le cheminement à emprunter par le Congo pour assurer la stabilisation macro-économique.

Quentin Loubou

SYSTÈME COMPTABLE OHADA RÉVISÉ

Kit Complet : 60.000 FCFA



DISPONIBLE ICI
et au 1^{er} étage immeuble
Mbolli, arrêt de bus Ebomapoko,
Massengo Saprog (en diagonale
de la pharmacie de nuit OASIS)

CONTACTS: 00242 06 666 51 20 / 06 962 00 11 / 05 528 55 43 - syscohadapourtous@gmail.com

SANTÉ PUBLIQUE

Le cri du cœur des agents du CHU de Brazzaville

Slors que l'assemblée générale prévue pour le 19 septembre n'a pu se tenir suite à une interdiction du directeur général par intérim, Jérémie Mouyokani, les agents du Centre hospitalier et universitaire (CHU), venus nombreux, ont dit toute leur déception.

Considéré comme le plus grand centre hospitalier du pays, le CHU-B éprouve depuis quelques mois des difficultés qui mettent à mal son fonctionnement. Ainsi, pour pallier les insuffisances présumées des syndicats, un comité de crise essaie de sauver les meubles. Mais, la situation semble s'empirer. Derrière la colère des travailleurs, il se cache une réalité. En effet, les travailleurs du CHU-B accusent actuellement près de trois mois de salaires impayés et sur le terrain c'est un service minimum qui ne dit pas son nom. Selon des témoignages, la plupart des examens se font maintenant à l'extérieur et les prix des poches de sang sont passés de 7 500 à 12 500 FCFA. « Au CHU, il n'y a plus rien : alcool, coton, réactifs... nous voulons que tout cela puisse trouver de solution. Nous ne pouvons pas venir ici pour ne pas traiter les patients dans les meilleures conditions », a expliqué le coordonnateur du comité de crise mis en place par les agents, le Dr Jacques Lucien Mobengo.

Des travailleurs exigent la tenue de l'assemblée générale

Après dix jours de grève, les agents du CHU avaient décidé de suspendre leur mouvement, le 10 août dernier, suite aux négociations enclenchées avec le gouvernement concernant leurs revendications. Les pourparlers engagés avaient débouché sur la signature d'un protocole d'accord entre les deux parties. S'agissant du retard observé dans le paiement des salaires, le gouvernement et l'intersyndicale avaient convenu du paiement concomitant du salaire des agents du CHU avec celui des fonctionnaires. Quant au règlement de la dette sociale, une commission avait été mise en place pour réévaluer son montant, contrôler les bénéficiaires et engager des poursuites judiciaires contre les auteurs de ces actes.

A en croire les travailleurs, jusqu'aujourd'hui rien n'est fait. « Il y a eu un conseil des ministres à l'issue duquel il a été dit que le salaire du mois de juillet était en cours de traitement pour être payé au mois d'août.



Les agents après l'assemblée générale avortée ; crédit photo Adiac

Nous avons demandé qu'il y ait une concomitance de paiement avec les agents de l'Etat. Dans nos négociations, nous avons donné mandat à nos syndicalistes pour négocier avec le gouvernement », a expliqué Jacques Lucien Mobengo, s'interrogeant sur la position des syndicalistes qui ne serait plus claire.

Il a, par ailleurs, rappelé que le comité de crise a été mis en place par le fait que les syndicalistes ont abandonné les travailleurs seuls dans la lutte consistant à défendre leurs droits sociaux.

« Nous représentons réellement les travailleurs qui n'ont plus confiance aux syndicats, nous sommes pour le consensus à condition que nos droits soient respectés », a poursuivi le coordonnateur du comité de crise, exigeant un dialogue au sein de la structure afin de passer en revue tous les maux qui la minent.

Les autres revendications concernent le versement des six mois d'avance de salaires aux agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite, les capitaux décès ; les retards de paiement

de salaires dans les banques, ainsi que l'application des recommandations de l'audit concernant la période 2013-2015. « Cet audit a constaté des manquements, des carences flagrantes, assortis de quelques recommandations dont nous exigeons l'application afin de cesser avec les mauvaises pratiques, la mauvaise gouvernance au CHU », a conclu le Dr Jacques Lucien Mobengo, laissant une marge de manœuvre de quelques jours à la direction générale pour revenir sur sa décision.

Parfait Wilfried Douniama

Lancement d'un programme de réforme des districts sanitaires

Le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la population, Florent Balandamio, a procédé le 18 septembre à Brazzaville à l'ouverture d'un atelier de renforcement des capacités des agents des formations sanitaires privées sur les procédures administratives, financières et logistiques des petites et moyennes entreprises (PME).

Dans le cadre de la mise en œuvre des réformes issues des assises d'Ewo 2016, notamment la réforme des districts sanitaires et du cadre juridique qui intègrent le secteur privé dans la politique nationale de santé publique, le ministère de la Santé et de la population s'est engagé à renforcer les capacités des parties prenantes en partenariat avec l'Alliance du secteur privé de la santé (ASPS), le Programme de développement des services de santé (PDDS II) et le Programme d'appui à la diversification de l'économie (PADE).

D'une durée de trois semaines, cet atelier sera une opportunité pour une vingtaine de participants d'accompagner les formations sanitaires privées dans l'élaboration et la mise en place d'un manuel de procédures financières, logistiques et administratives afin d'accroître la qualité de leurs services.

« La réforme des districts sanitaires et du cadre juridique, ainsi que le renforcement du partenariat public-privé dans le domaine de la santé sont les principales mesures mises en œuvre ce jour, et constituent une autre attitude dans le processus d'amélioration continue des résultats de notre système de santé », a indiqué Florent Balandamio à l'ouverture de la formation. Le président de l'ASPS, Jean Daniel Ovaga, a salué cette initiative et souligné que les formations sanitaires privées devraient apporter une réponse au fonctionnement du système de santé en République du Congo. Créée en 2014, l'ASPS est une organisation professionnelle indépendante qui concentre ses activités sur la relation entre les formations sanitaires privées et leur environnement. Elle réunit 57 adhérents (cliniques et cabinets médicaux, officines pharmaceutiques, laboratoires d'analyses, fédérations professionnelles, etc.).

Guillaume Ondzé

DÉPARTEMENT DU POOL

Le personnel de santé se prépare pour la riposte des épidémies

Le personnel de santé a été formé du 14 au 18 septembre sur la promotion de l'hygiène en situation d'urgence à Ignyé dans le département du Pool en vue de prévenir les épidémies qui pourront surgir dans le département du Pool.

Former et préparer le personnel de la santé à adopter un comportement sain pour lutter contre les maladies

liées à l'hygiène et l'environnement comme le choléra, le paludisme, la fièvre typhoïde, la fièvre jaune et bien d'autres, tel a été l'objectif visé par cette formation. Elle a regroupé le personnel de la direction de l'hygiène et les agents des districts sanitaires de Mayama ; Ngabé et Ignyé. La formation des formateurs de la promotion de l'hygiène

en situation d'urgence, organisée par l'Organisation mondiale de la santé permettra à ces derniers de se déployer dans le département pour former les agents de santé sur le terrain dans le domaine de l'hygiène afin de lutter contre l'écllosion des épidémies et bien d'autres catastrophes, a expliqué le directeur départemental de

la santé du Pool, le docteur Rigobert Mbouka.

Le facilitateur de la formation, le docteur Jean Joseph Akouala, a indiqué que le district de Mindouli dans le département du Pool a été frappée par l'épidémie de la rougeole. Il a déploré les conditions d'hygiène dans ce département avant de souligner que la question d'hygiène est un réel problème. La direction en charge devrait piloter tout le système de santé parce qu'on ne doit pas faire seulement la santé promotionnelle sur le curatif, a-t-il ajouté.

Lydie Gisèle Oko



Le personnel de santé en atelier de formation (Adiac)

72^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

António Guterres appelle à agir pour faire régner la paix

A l'ouverture du débat général de l'Assemblée générale des Nations unies, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a décrit mardi un monde en difficulté, « où les êtres humains souffrent et la colère gronde ».

Présentant son rapport annuel devant les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à New York, le patron de l'ONU a déclaré : « Notre monde est en difficulté. Des êtres humains souffrent et la colère gronde. L'insécurité gagne du terrain, les inégalités s'accroissent, les conflits se propagent, les changements climatiques s'accroissent ».

« Face aux divisions qui ébranlent notre monde, nous devons agir pour faire régner la paix. Je suis fermement convaincu qu'ensemble nous pouvons instaurer la paix, rétablir la confiance et bâtir un monde meilleur pour tous », a-t-il ajouté. Il a, en outre, mis l'accent sur des menaces ou épreuves auxquelles le monde doit faire face, à savoir :

le péril nucléaire; le terrorisme; les conflits qui ne sont pas réglés et les violations systématiques du Droit international humanitaire (DIH); le changement climatique; les inégalités croissantes et la mobilité humaine.

« Aujourd'hui, partout dans le monde, les craintes suscitées par les armes nucléaires sont à leur paroxysme depuis la fin de la guerre froide. La peur est bien réelle. Des millions d'êtres humains vivent dans la terreur des actes de provocation que sont les essais nucléaires et les tirs de missiles de la République populaire démocratique de Corée », a noté le secrétaire général de l'ONU. « Je condamne ces actes sans appel. J'engage la République populaire démocratique

de Corée et tous les États membres à se conformer pleinement aux résolutions du Conseil de sécurité », a-t-il ajouté.

Abordant la menace mondiale qu'est le terrorisme, Antonio Guterres a remercié l'Assemblée générale d'avoir approuvé l'une de ses premières réformes : la création du Bureau de lutte contre le terrorisme.

S'agissant des conflits qui ne sont pas réglés et les violations systématiques du DIH, il a notamment évoqué les violences dans l'État de Rakhine au Myanmar. Il souhaite que ses autorités mettent un terme aux opérations militaires, laissent passer les secours humanitaires et reconnaissent le droit des réfugiés au retour dans la sécurité et la dignité.

En ce qui concerne le changement climatique, il a exhorté les gouvernements à mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le

climat et à aller bien au-delà.

La cinquième menace concerne les inégalités croissantes qui minent les fondements de la société et le contrat social. « Nous avons un plan pour changer de cap et parvenir à une mondialisation équitable. Ce plan, c'est le programme 2030 », a-t-il indiqué, en référence au programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté en 2015 par les Etats membres des Nations unies.

Enfin, le chef de l'ONU a évoqué la mobilité humaine qui, selon lui, pose des problèmes particuliers, « mais si elle est bien gérée, elle peut unir notre monde ». Par ailleurs, il a félicité les pays qui



António Guterres (DR)

ont accueilli des millions de personnes déplacées de force avec un sens admirable de l'hospitalité. « Nous devons redoubler d'efforts pour les aider dans cette tâche », a-t-il dit.

Yvette Reine Nzaba

Donald Trump s'en prend à la Corée du Nord et l'Iran, des «Etats voyous»

Le président américain Donald Trump a dénoncé mardi les «Etats voyous» qui mettent le monde en danger, à commencer par la Corée du Nord, qu'il a menacé de «détruire totalement», et l'Iran, dans son premier discours devant l'Assemblée générale de l'ONU.

Alors que le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres avait ouvert les débats en plaidant pour un «monde sans armes nucléaires» et une «solution politique» à la crise coréenne, le président américain s'en est pris violemment au «régime vicieux» de Pyongyang.

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un s'est embarqué dans «une mission-suicide», a lancé le président américain, le qualifiant à nouveau d'«homme-fusée». Dénonçant les «Etats voyous» qui «violent tous les principes sur lesquels reposent les Nations unies», Donald Trump a également attaqué l'Iran et dénoncé à nouveau l'accord signé par les grandes puissances avec Téhéran pour encadrer le programme nucléaire de ce pays et s'assurer qu'il ne serve pas à le doter de l'arme atomique.

L'accord nucléaire de 2015 est «un des pires auxquels les Etats-Unis aient jamais participé» et représente un «embarras» pour eux, a-t-il lancé dans l'hémicycle des 193 Etats membres de l'ONU. «Nous ne pouvons pas laisser un régime meurtrier continuer ses activités déstabilisatrices (...) et nous ne pouvons pas respecter un accord s'il sert à couvrir l'éventuelle mise en place d'un programme nucléaire», a déclaré M. Trump, qualifiant l'Iran de «dictature corrompue».

Pyongyang et Téhéran sont les «deux bêtes noires» des Etats-Unis depuis l'arrivée à la Maison Blanche en janvier du milliardaire américain.

Parmi ses autres cibles, le Venezuela. Le président américain a dénoncé une «situation inacceptable» dans la «dictature socialiste» du président Nicolas Maduro.

«Nous ne pouvons pas rester sans rien faire. En tant que voisin et ami responsable, nous devons avoir un but» pour les Vénézuéliens : «récupérer leur liberté, remettre le pays sur les rails et regagner la démocratie», a-t-il souligné, en se disant prêt à «de nouvelles actions», sans les préciser.

Donald Trump, qui avait salué lundi les nobles objectifs de multilatéralisme de l'ONU tout en dénonçant sa «bureaucratie», a également averti qu'il «placerait toujours l'Amérique d'abord» et que l'armée américaine serait «bientôt plus forte que jamais».

Des pays «indépendants» et «forts» sont à la base de l'ordre mondial, a-t-il fait valoir, défendant une vision unilatéraliste du monde.

- Risque de guerre -

Par contraste, Antonio Guterres a averti contre le risque de guerre avec la Corée du Nord et appelé, en début de journée, le Conseil de sécurité «à maintenir son unité» car «seule l'unité permettra de dénucléariser la Péninsule coréenne et (...) créer la possibilité d'un engagement diplomatique pour résoudre la crise». Parmi les orateurs qui devaient suivre toute la journée, le président français Emmanuel Macron devait se faire le chantre du multilatéralisme, à l'opposé de l'approche de Donald Trump. Comme pour le président américain, il s'agira de son premier discours à la tribune des Nations unies pour leur Assemblée générale annuelle.

Lors d'une rencontre bilatérale lundi, Donald Trump et Emmanuel Macron ont fait assaut d'amabilités.

«Il fait un super boulot en France» et «a eu l'une des plus grandes victoires électorales de tous les temps», a lancé le président américain. «Nous avons beaucoup de vues communes» et «la force de cette relation, c'est que nous nous disons tout», a renchéri Emmanuel Macron.

Lors de son intervention, le président français devrait défendre la nécessité de préserver les accords internatio-

naux, obtenus souvent après de longues luttes, y compris l'accord nucléaire iranien, arraché en 2015 après des années de laborieuses négociations.

La France a posé sur la table des discussions la possibilité d'un «complément» à l'accord existant, sur lequel les signataires pourraient travailler pour l'après 2025, une manière d'entrouvrir une porte de sortie pour Washington de plus en plus tenté de le remettre en question.

- «Coulisses»-

Le président français devrait aussi vouloir souligner l'importance de l'unité du Conseil de sécurité de l'ONU dans la gestion du monde, autour de la défense des biens communs (climat/environnement, éducation/développement, sécurité/lutte contre le terrorisme) illustrée par les crises et enjeux actuels, selon l'Élysée.

«Je ne céderai rien aux équilibres de l'accord de Paris» sur le climat, a souligné mardi matin Emmanuel Macron devant des journalistes, à propos du retrait américain de ce document. «Je poursuis le dialogue avec le président Trump car je suis convaincu qu'à la fin, il comprendra que son intérêt, l'intérêt des Américains, c'est d'être dans l'accord de Paris», a-t-il ajouté.

Pour Alessandra Novosseloff, chercheuse à l'International Peace Institute à New York, Donald Trump «est plus flexible en coulisses» qu'en public.

Parmi les autres pays appelés à s'exprimer mardi, au premier jour d'une semaine de discours, figuraient la Suisse, le Nigeria, la Colombie, le Qatar, la Turquie, Israël, le Mali, l'Égypte ou l'Afghanistan. Les dirigeants russe et chinois sont absents, représentés par leur ministre des Affaires étrangères.

Parallèlement, de multiples réunions à thèmes (climat, «esclavage moderne», Centrafrique...) ou rencontres bilatérales se dérouleront tout au long de la semaine au siège des Nations unies ou dans de grands hôtels de New York.

AFP

L'Iran accuse Washington de vouloir saper l'accord nucléaire

Le chef du programme nucléaire iranien a accusé lundi les Etats-Unis de chercher à saper l'accord international conclu sur ce dossier et appelé l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à résister aux «demandes inacceptables» de Washington.

«L'attitude ouvertement hostile de l'administration américaine ainsi que sa politique dilatoire visant à saper l'accord nucléaire (...) sont contraires à la lettre et l'esprit de l'accord», a déploré à Vienne Ali Akbar Salehi, le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA).

M. Salehi, qui s'exprimait à l'occasion de la rencontre annuelle des Etats membres de l'AIEA à Vienne, s'en est également pris à l'ambassadrice américaine auprès de l'ONU, Nikki Haley, qui a formulé, selon lui, «un éventail de demandes injustifiables et inhabituelles» relatives aux vérifications de la mise en œuvre de l'accord sur le nucléaire, dans des entretiens qu'elle a eus en août avec le patron de l'agence omnisienne dans la capitale autrichienne. Au nombre de ces demandes figureraient des inspections par l'AIEA de sites militaires iraniens auxquelles Téhéran est opposé.

Le chef du programme nucléaire iranien s'est dit «certain que l'agence (AIEA, ndr) résistera à de telles demandes inacceptables». Les Etats-Unis ont récemment multiplié les attaques contre l'accord, que le président Donald Trump avait l'an passé promis de «déchirer».

Présent à Vienne lundi, le secrétaire américain au Commerce Rick Perry a averti que Washington «n'acceptera pas un accord (nucléaire, ndr) mollement appliqué ou mal surveillé».

L'accord sur le nucléaire iranien, signé en juillet 2015 entre l'Iran et le Groupe des Six (Allemagne, Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie), soumet l'Iran à un régime de surveillance strict de ses installations nucléaires par l'AIEA. Le patron de l'agence, Yukiya Amano, a de nouveau souligné lundi, comme il l'avait fait la semaine dernière, que l'Iran était «actuellement soumis au régime de vérification nucléaire le plus rigoureux du monde». Il avait également réaffirmé la semaine dernière que ce pays respectait ses engagements.

Donald Trump, qui doit «certifier» en octobre auprès du Congrès américain que Téhéran se conforme bien à ses engagements, avait prévenu fin juillet dans le Wall Street Journal qu'il serait «surpris» que tel soit le cas.

L'accord est destiné à garantir la nature exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien, en échange d'une levée progressive des sanctions internationales.

La réunion annuelle de l'AIEA a également vu lundi la reconduction attendue de M. Amano pour un troisième mandat de quatre ans au poste de secrétaire général de l'AIEA.

AFP

ASIE-PACIFIQUE

Des exercices militaires sino-russes en cours

Après de nouveaux essais nucléaire et balistique de Pyongyang, la Chine et la Russie ont entamé, le 18 janvier, des manœuvres militaires conjointes dans des eaux situées non loin de la Corée du Nord.

« La marine chinoise est arrivée à Vladivostok, grande cité portuaire russe située près de la frontière nord-coréenne. Les exercices militaires se déroulent entre la ville côtière et des eaux situées plus au nord », a indiqué le ministère chinois de la Défense, sans préciser l'objectif et la durée de ces manœuvres. Celles-ci interviennent moins d'un mois après le sixième essai nucléaire réalisé par la Corée du Nord et ses deux tirs de missiles balistiques au-dessus du Japon. Le régime nord-coréen justifie ses ambitions militaires par la nécessité de se protéger des Etats-Unis.

Face à la menace, la Chine - la plus proche alliée diplomatique et économique de la Corée du Nord - a voté, la semaine dernière avec le reste du Conseil de sécurité de l'ONU, un huitième train de sanctions économiques contre Pyongyang. La Russie soutient la proposition chinoise d'un « double moratoire » : un gel des tests atomiques et de missiles de la Corée du Nord, en échange d'une suspension des exercices militaires conjoints des Etats-Unis et de la Corée du Sud, que Pékin accuse d'exacerber les tensions régionales.

L'ambassadrice américaine auprès des Nations unies, Nikki Haley, a rejeté cette offre, estimant que « seules les mesures les plus fortes possibles nous permettront de résoudre ce problème par la diplomatie ». Les armées chinoise et russe mènent régulièrement des manœuvres maritimes conjointes. Les dernières se sont déroulées en juillet en mer Baltique.

Josiane Mambou Loukoula

DISTINCTION

Un enseignant nigérian reçoit le Prix Nansen du HCR pour les réfugiés

La distinction Nansen du HCR pour les réfugiés a été attribuée cette année à un enseignant nigérian, Zannah Mustapha, pour sa défense du droit à une éducation de qualité des enfants déplacés dans le nord-est du Nigéria ravagé par les violences, a annoncé lundi l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

En 2007, Mustapha a fondé une école à Maiduguri, capitale de l'État de Borno et épice de l'insurrection de Boko Haram. L'école est restée ouverte tout au long du conflit avec Boko Haram qui a causé la mort de 20.000 personnes dans toute la région du Lac Tchad et le déplacement de millions d'autres.

L'école fournit gratuitement aux jeunes victimes de violence une éducation, des repas, un uniforme et des soins de santé. Les orphelins des deux parties au conflit sont accueillis dans les classes de Zannah Mustapha, symbole de la réconciliation qu'il espère instaurer dans la région.

« L'éducation est l'un des outils les plus puissants pour aider les enfants réfugiés à surmonter les horreurs, les violences et les déplacements forcés. Il redonne leur pouvoir aux jeunes, les dote de compétences et permet de contrecarrer l'exploitation et le recrutement par les groupes armés », a déclaré Filippo Grandi, le Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés.

Le travail de Mustapha et de son équipe,



Zannah Mustapha (DR)

a-t-il ajouté, est de la plus haute importance, car, « il contribue à favoriser une coexistence pacifique et à reconstruire les communautés du nord-est du Nigéria. Cette distinction nous permet d'honorer sa vision et son service à autrui ».

L'annonce du lauréat 2017 de la distinction Nansen du HCR pour les réfugiés intervient dans un contexte où des dizaines de milliers de jeunes nigériens grandissent sans éducation. Le secteur de l'enseignement est débordé par l'augmentation du nombre de jeunes et les établissements scolaires du nord-est du pays restent la cible des attaques de ce groupe terroriste qui a détruit des écoles et tué des enseignants.

Depuis sa création, il y a 10 ans, l'école est passée de 36 à 540 élèves. Désireux d'étudier à tout prix, des milliers d'autres

enfants ont ajouté leurs noms à la liste d'attente. En 2016, Mustapha a ouvert un second établissement à quelques kilomètres seulement du premier. Quarante-huit enfants, tous rescapés du conflit qui sévit dans la région, passent les portes de l'école chaque jour.

L'action menée par Mustapha dans la région vise aussi à négocier la libération des otages. Il était présent lors de la libération de 21 jeunes femmes détenues captives depuis plus de deux ans, et a joué un rôle déterminant dans leur libération, ainsi que dans celle de 82 autres collégiennes de Chibok en mai dernier.

« Cette école vise à promouvoir la paix. C'est un lieu où chaque enfant compte. Ces enfants pourront s'autonomiser, au point qu'ils pourront s'occuper d'eux-mêmes », a dit Mustapha.

Outre sa mission éducative, Mustapha s'est engagé à venir en aide à tous les segments de la société affectés par le conflit. Son soutien décisif a permis la création d'une coopérative de veuves qui apporte une aide hautement nécessaire à près de 600 femmes à Maiduguri.

La distinction Nansen du HCR pour les réfugiés honore des services exceptionnels rendus aux personnes déplacées de force, et compte parmi ses lauréats Eleanor Roosevelt, Graça Machel et Luciano Pavarotti. La cérémonie de 2017 se tiendra le 2 octobre à Genève, en Suisse.

Yvette Reine Nzaba



BUROTOP IRIS
Distributeur Exclusif au Congo



Transcend
N°1 Mondial



StoreJet 25H3P/25H3B
1TB/2TB



SSD 370
128GB/256GB/512GB/1TB



JetFlash 340
8GB

Clé usb à partir de 2.900 Fcfa (8 Go)
Disque durs externes à partir de 49.500 Fcfa (500 Go)

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 055 777 888 - 066 69 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056

FESTIVAL DES FRANCOPHONIES

Démarrage des activités de la 34^e édition

Plusieurs créations parmi lesquelles celles du chorégraphe Delavallet Bidiéfono et du comédien Dieudonné Niangouna seront présentées du 20 au 30 septembre dans le cadre du festival des francophonies en Limousin en France.

Plus d'une trentaine de spectacles sont au programme. Du théâtre, de la danse, de la musique, des rencontres d'auteurs, des performances de rue, ainsi que des inclassables pluridisciplinaires sont prévus.

La pièce de théâtre « Antoine m'a vendu son destin - Sony chez les chiens », une mise en scène de Dieudonné Niangouna parle de l'histoire d'un complot, mais un « complot loufoque » organisé par le chef de l'Etat Antoine lui-même pour devancer ceux qui s'agitent pour lui piquer la place. La prison où il se laisse enfermer volontairement par stratagème deviendra un piège mais quand, in fine, les puissances occidentales le supplient de revenir diriger le pays pour ne pas le laisser partir à la dérive.

Cependant, quand les délégués des forces armées du pays

viennent à leur tour « négocier » il leur répond : « *Négociez, messieurs, négociez le bordel et la vérole, négociez la magouille, la zizanie, les pots-de-vin et la pacotille luisante des bric-à-brac, négociez votre rôle de singes de l'Histoire, diplômés en agenouillements et en clowneries simiesques, négociez votre fonction d'aboyeurs alternés, intégrés et idéologiques. Mais de grâce, comprenez qu'Antoine est le grand feu flambant, l'espoir et l'avenir, l'immense baobab destiné à inverser les regards et, qu'à ce titre, Antoine n'est pas négociable* ».

Delavallet Bidiéfono de son côté rend hommage aux hommes et femmes qui s'opposent avec une résistance toute poétique aux dictatures de leur pays.

Le prix Théâtre Rfi 2017 sera attribué

A l'occasion du festival des francophonies, un prix théâtre Rfi 2017 sera octroyé. En effet sur 172 textes présentés, treize seulement ont été présélectionnés, ceux de Sylvie Dyclo-Pomos intitulé « Verso Recto » et

« Longues sont mes nuits » de Faustin Keoua Leturmy, de nationalité congolaise font partie pour leurs qualités littéraires, dramaturgiques et leur originalité.

La cérémonie de remise de prix aura lieu le dimanche 24 septembre, à Limoges, en France. Ce Prix a pour but de favoriser le développement de la carrière d'auteurs de théâtre d'Afrique, des îles de l'Océan Indien, des Caraïbes et du Proche et Moyen-Orient. Le Lauréat bénéficiera d'une lecture de son texte diffusé sur les antennes de RFI, d'une dotation financière et de l'organisation en France d'une résidence temporaire de création, ainsi que d'une résidence temporaire de travail.

En rappel, en 2014, le Prix Théâtre RFI a récompensé « Chemin de fer » de Julien Mabilia Bissila, un jeune auteur congolais. En 2015 c'est l'auteure libanaise Hala Moughanie qui a reçu le prix pour son texte « Tais-toi et creuse ». Et en 2016, c'est le guinéen Hakim Bah qui l'a arraché pour « Convulsions ».

Rosalie Bindika

RUSSIE

Le Congo invité au forum culturel international de Saint Petersburg

La République du Congo prendra part au sixième forum culturel international de Saint Petersburg qui se tiendra en novembre prochain. L'ambassade de Russie au Congo, Valery Mikhaylov a remis le 19 septembre à Brazzaville, l'invitation au ministre de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo.

culture musicale du Congo, particulièrement les chansons et les danses traditionnelles », a indiqué le diplomate russe.

Il a ajouté qu'en matière d'arts plastiques, les Russes étaient intéressés aux œuvres des artistes congolais, surtout celles de l'Ecole de peinture de Poto-Poto. Peu avant cette audience, il y a

« *Les relations entre les deux pays sont importantes. Elles existent dans plusieurs sphères, économique, politique, humanitaire et culturelle. La Russie a la tradition d'octroyer les bourses d'études aux étudiants congolais. Pour cette année, plus de 100 étudiants vont étudier en Russie grâce à cette coopération* », a déclaré l'ambassadeur de la Russie au Congo, à l'issue d'une audience avec le ministre de la Culture.

Les deux personnalités ont en outre parlé de la coopération entre le Congo et la Russie dans le domaine de la culture.

« *Nous avons parlé également des archives et de la bibliothèque, des échanges futurs dans le domaine artistique entre le Congo et la Russie, notamment les échanges des musiciens et d'autres projets. J'aime bien la*



L'ambassadeur de la fédération de Russie en République du Congo

eu passation de service entre la directrice de cabinet sortante, Emma Mireille Opa Elion et le directeur de cabinet rentrant, Emmanuel Douma. Mme Opa Elion a été nommée directrice générale des arts et des lettres.

Bruno Okokana



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

Société WORLD LEADER SOLUTION crée en 48h votre entreprise : SA, SARL, SAS etc... Régistre du commerce et du crédit immobilier en 24h SCIEN et SCIET EN 48H, NIU en une semaine. Tel : 06 562 15 15

Vend à Ngoyo ferme de 2023m² avec Titre foncier.
Forage, base vie.
60 box pouvant contenir 360 porcs.
Deux poulaillers pour 3 000 volailles.
Tel : 01 403 19 60

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



NÉCROLOGIE

Pacôme Tsinyindou, agent des Dépêches de Brazzaville, Alida Bienvenue Coddy, les enfants Mounguengué, Kouabezock, Coddy et Satiack informent parents, amis et connaissances que le programme des obsèques, de leur père, oncle et grand-père Eezock Satiack Raphaël (Savimbi, Vieux Mindondo), se présente comme suit :

Mercredi 20 septembre :

- 9h00 : levée de corps à la Morgue municipale (CHU-B);
- 10h00 : recueillement au domicile familial au n° 185-187 de la rue Tsampoko à Talangai (arrêt boulangerie à Talangai);
- 13h00 : départ pour le cimetière privé Ekouya;
- 16h00 : retour et fin de cérémonie.



Antoine Massamba, agent des Dépêches de Brazzaville, Jacques Miakoutama, Casimir Louzolo, Julienne Fouissa Nsoni et Madame Adèle informent parents, amis et connaissances du décès survenu le vendredi 15 septembre de leur épouse et belle-soeur Irène Solange Nsalala.

La veillée mortuaire est à Sadelmie-Moukondo.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

LES MEILLEURES FORMATIONS

Réseau et Système

100% pratique

2
Gérez les serveurs virtuels en entreprise

1
Gestion Internet en entreprise

3
Devenez Expert en maintenance informatique et réseau

4
Système Multiwan - Gérez plusieurs fournisseurs Internet - Basculement automatique Répartition de la charge - Connexion permanente

5
Administrez un réseau d'entreprise sous Linux ou Windows (Switch/Vlan/Router/Wifi/DHCP/DNS/WPAD)

6
Antivirus Réseau Symantec Protection SRV & PC



06 621 45 25 / 05 345 78 62

849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger)
Brazzaville - Congo / E-mail : kdcomputer2011@gmail.com

Cercle « Gestion & Développement »

Cabinet JPI

SÉMINAIRES D'IMPRÉGNATION DES INNOVATIONS APPORTÉES PAR LE SYSTÈME COMPTABLE OHADA RÉVISÉ

Brazzaville (du 07 au 12 octobre 2017) et Pointe-Noire (du 14 au 19 octobre 2017)
(Avec un traitement particulier pour Etudiants et élèves)

Renseignements et inscriptions avant le 30 septembre 2017 à 17H00 (places limitées)

CONTACTS: 00242 06 666 51 20 / 06 962 00 11 / 05 528 55 43 - syscohadapourtous@gmail.com

1^{er} étage immeuble Mboli, arrêt de bus Ebomapoko, Massengo Soprogi (en diagonale de la pharmacie de nuit OASIS)



Disponible à l'arrêt de bus Ebomapoko Massengo Soprogi

RECENSEMENT DANS LE KASAÏ

Fragile espoir de paix et d'élections

«La paix est revenue au Kasai!». Les autorités de la République démocratique du Congo veulent voir un signe d'espoir avec le début du recensement des électeurs dans cette région troublée du centre du pays, où la situation humanitaire est aussi fragile que la possibilité d'organiser des élections d'ici la fin de l'année.

Plusieurs fois reporté officiellement pour des raisons sécuritaires, l'enregistrement des électeurs n'a commencé que mardi dernier dans les deux provinces du Kasai, alors que les autorités affirment avoir déjà enregistré 42 millions d'électeurs dans les 24 autres provinces du pays. Ancien havre de paix comparé aux turbulences qui secouent depuis 20 ans l'est du pays, le Kasai s'est embrasé il y a un an après la mort en août 2016 du chef coutumier Kamuina Nsapu, qui s'était soulevé contre le pouvoir de Kinshasa. Les violences extrêmes entre forces de sécurité et milices Kamuina Nsapu ont fait plus de 3.000 victimes d'après l'Église catholique, et 1,4 million de déplacés internes

d'après les Nations unies. Dans ce contexte, l'ouverture des premiers bureaux d'enregistrement mardi dans les villes représente «une preuve éloquente que la paix est revenue dans l'espace Grand Kasai», s'est félicité le gouverneur intérimaire du Kasai Central, Bernard Kambala Kamilolo.

Dans un centre installé à l'intérieur d'une école catholique à Kananga, les demandeurs attendent en file indienne, impatients de mettre la main sur cette carte d'électeur qui représente aussi un document d'identité. «Je suis ici depuis cinq heures, j'ai pu obtenir le jeton à sept heures et c'est vers onze heures que je viens d'avoir ma carte. J'en suis très content car en tant qu'étudiant, cette carte me permet d'éviter les tracasseries», raconte Glody Kabongo à un correspondant de l'AFP.

Ailleurs, dans un quartier très touché par les affrontements entre l'armée et les miliciens Kamuina Nsapu, les demandeurs n'arrivent qu'au compte-goutte car de nombreux habitants ont fui et grossi le rang des déplacés

internes, explique Mamie Kaku-bi, bourgmestre de Nganza, l'une des cinq communes de Kananga.

Calendrier électoral compromis

«Je suis déterminé à rester ici le temps nécessaire pour avoir ma carte, qui va me permettre de voter à la fin de cette année afin de choisir des dirigeants qui vont améliorer la sécurité dans notre province», espère un homme d'une cinquantaine d'années, Emery Nondo. Petite réserve: les bureaux de recensement n'ont ouvert qu'à Kananga et l'autre grande ville du Kasai, Tshikapa. Ailleurs, en milieu rural, l'heure n'est encore qu'à la formation du personnel électoral, pour au moins une semaine, d'après la commission électorale. Or, le recensement dans le Kasai doit durer 90 jours à compter de l'ouverture du dernier bureau, soit au moins jusqu'à la fin décembre.

Ce calendrier compromet fortement l'organisation «au plus tard en décembre 2017» d'élections présidentielle, législatives et provinciales avant la fin de l'année, comme le prévoit tou-



Enrôlement d'une Congolaise dans un centre de la Cén

jours officiellement un accord pouvoir-opposition conclu le 31 décembre 2016 sous l'égide de l'Église catholique. Cet accord était supposé désamorcer la crise politique et les risques de violences liés au maintien au pouvoir du président Joseph Kabila après la fin de son deuxième mandat le 20 décembre 2016. La Constitution ne lui permet pas de se représenter.

Malgré une «accalmie» dans les combats, la situation humanitaire reste très critique dans le Kasai, où les nombreuses agences des Nations unies tirent régulièrement la sonnette d'alarme. Dernière en date, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a annoncé

vendredi avoir lancé une campagne pour aider 150.000 enfants à retourner à l'école. Selon l'Unicef, 440.000 enfants ont été empêchés de terminer l'année scolaire précédente en raison de l'insécurité. «Plus de 400 attaques sur des écoles ont été documentées et la peur de la violence fait que de nombreux parents sont réticents à envoyer leurs enfants à l'école», écrit l'Unicef. Les violences ont aussi pris pour cible de nombreux bâtiments de l'Église catholique, très influente en RDC, a déploré le nonce apostolique, Mgr Luis Mariano Montemayor, de retour d'une mission de cinq jours dans le Kasai.

AFP

FEUILLETON COLLÈGE SAINT-THÉOPHILE DE LEMBA

La bonne foi de l'Église catholique mise à rudes épreuves

Alors que les trois audits diligentés au sein de cette école ont confirmé les revendications des enseignants signataires des lettres adressées aux autorités de l'Église et de l'EPSP sur le détournement de leurs dus qui ont conduit à la suspension du recteur « détourné », lesdits signataires sont menacés de perdre leur boulot, même physiquement, en étant mis à la disposition de la sous-coordination.

L'affaire du détournement des dus des enseignants du collège Saint-Théophile de Lemba, évoquée dans notre édition du 30 août 2017, est loin d'être terminée malgré la suspension du frère recteur, auteur des faits décrits. Bien que les autorités étatiques et de l'Église attendent voir la fin de cette « sale » histoire, cette dernière prend des tournures inquiétantes pour l'EPSP, l'Église catholique ainsi que pour les parents d'élèves de cet établissement scolaire.

Selon les informations émanant de ces milieux, en effet, des stratagèmes sont en train d'être imaginés en vue de blanchir et de réhabiliter le recteur suspendu pour lui permettre de continuer sa besogne et de satisfaire une clique d'amis, membres de la Congrégation des frères jésuites de Kinzambi, qui partagent les mêmes intérêts. À en croire ces sources, un autre audit est en préparation en vue de contredire tous les précédents, malgré les faits avérés, et lever la suspension du recteur Nico Kalulu. Aussi, les signataires de ces lettres sont-ils menacés de perdre leur boulot. La preuve ? Une lettre du 16 septembre 2017 numérotée SG/82/KP/2017 adressée au frère intendant Jean-Paul Mvula relatif à son changement de statuts qui fait de lui le nouveau directeur des études de ce collège en rempla-

cement de M. Joël Malenda, alors que celui-ci, qui assume l'intérim du recteur, n'a pas été notifié. Et sachant qu'à la fin de cette mission (intérim), il va rejoindre son poste de directeur des études. Le péché du recteur par intérim est d'avoir rapidement organisé les élections des représentants des enseignants, et ces membres élus sont reprochés d'avoir rapidement fixé la base de la motivation des enseignants.

Le cardinal Monsengwo appelé à se renseigner à la bonne source

Cette situation qui prévaut au collège Saint-Théophile de Lemba risque de perturber la paix sociale au sein de cet établissement scolaire. L'année scolaire qui vient de commencer connaît déjà des problèmes. Mais il y a également un fort risque d'éclabousser l'Église catholique et de ternir son image. La Congrégation des frères jésuites de Kinzambi ne rassure plus, étant donné que les plus hautes autorités de cette confrérie en RDC seraient dans cette mafia dont le bras agissant au collège Saint-Théophile serait le recteur suspendu. Pour avoir la bonne information sur ce qui se passe dans cette école, le cardinal congolais peut se ressourcer auprès des autorités de l'État dont le ministre chargé du secteur, la coordinatrice et le sous-coordonateur,

l'IPP ainsi que les enseignants parmi lesquels ceux qui ont signé les lettres fustigeant cette situation.

Des dettes contractées au nom de l'école

Selon les informations glanées auprès de cet établissement scolaire, le nœud du problème serait les dettes contractées au nom du collège auprès d'une banque de la place ainsi que d'autres à charge de cet établissement scolaire sous diverses identités. La Fibank en liquidation, par exemple, a sommé le frère-recteur Nicodème Kalulu Manzumbu de passer à ses guichets, dans un délai de sept jours francs à dater de la réception de cette sommation du 10 août 2017, pour honorer ses engagements. Selon cette correspondance, la fiche des débiteurs de cette banque renseignait que le frère est resté redevable envers la banque d'un montant global de 62 808, 49 dollars américains... « Ces dettes sont connues de ses supérieurs dont certains sont ses amis personnels. Pour lui permettre de s'en acquitter, ils veulent l'imposer au collège Saint-Théophile », accuse-t-on.

Un conglomérat qui vit au dépend des enseignants

Traçant le parcours du frère recteur suspendu, les informations récoltées note un parcours peu élogieux pour un religieux. Après sa radiation par les services de l'inspection à Kikwit, le frère est passé par Kisangani et retourné en famille pour des motifs que l'opinion hésite à dévoiler pour éviter de scandaliser la société. Récupéré par l'actuel supérieur de cette

congrégation, il a été nommé recteur au collège Saint-Théophile. « Sa présence, quatre ans durant, a été un calvaire pour les familles des professeurs, administratifs et ouvriers du collège Saint-Théophile », se plaint-on. Au sein de cette école, le frère Nico a tissé une toile d'araignée lui permettant d'avoir les informations sur tous les mouvements qui s'y passaient. Ce qui lui a permis de maîtriser ce collège qui compte plus de quarante licenciés et cadres universitaires. « N'importe quel professeur qui osait poser la question sur sa situation était soit révoqué ou il recevait une mutation punitive. Les professeurs étaient terrorisés. Les professeurs méthode Nkua, Justin Pau, Jules Sona, Paulin Leta, Gaston Esoye, Magelan Mangel, etc. connaissent la force du frère-recteur », souligne-t-on à Saint-Théophile où trois audits ont confirmé sa mégestion telle que décrite par les professeurs, qui l'ont accusé du détournement de leurs dus.

De l'avis de ces sources, cette situation a connu le début de dénouement grâce à l'intervention personnelle de l'actuel ministre de l'EPSP, Gaston Musemena, qui a réagi à l'une des correspondances de ces professeurs, en ordonnant la suspension du frère incriminé.

Aussi, la réaction du cardinal Laurent Monsengwo qui, mis au parfum de cette affaire, a également brisé le bras de fer entre les différentes puissances afin d'obtenir la mise à l'écart du frère recteur. Ce qui a empêché les supérieurs de la congrégation des jésuites de Kinzambi de se comporter en pro-

tecteur du frère accusé.

Mais, après cette suspension du recteur, l'un des professeurs signataires de cette lettre, John Kipasa, a été enlevé par des personnes en civil, qui l'on amené dans les locaux des services de sécurité où il a été questionné sur des sujets politiques alors qu'il n'a jamais fait la politique. Des interventions, notamment du président de l'Association congolaise pour l'accès à la justice, Me Georges Kapiamba, ont fait que son innocence soit établie et qu'il soit libéré.

Un signal fort pour d'autres responsables d'écoles

Ce qui se passe au collège Saint-Théophile doit interpeller d'autres responsables d'écoles qui s'adonnent à la mégestion des ressources humaines et financières. C'est le cas d'une école de Salongo où le préfet, une religieuse, a dit à ses agents : « Vous qui avez l'habitude d'écrire, avez-vous appris que les professeurs du collège Saint-Théophile qui réclamaient leurs primes ont été désillusionnés de voir leur préfet reconduit à son poste sans avoir satisfait à la réclamation de ses agents ? » Un autre, pas loin de Lemba terminus, a été contraint de revoir ses calculs à la suite des menaces des enseignants qui ont promis de faire comme ceux de Saint-Théophile. Décidément, peut-on penser, le réseau des écoles catholiques est miné des loups vêtus en peau d'agneau, qui risquent de ternir l'image de cette Église et sa hiérarchie dont l'appart sur la vie des peuples n'est plus à démontrer.

Lucien Dianzenza

CAFÉ

Une perte de qualité de onze pour cent en deux ans

Pour la petite saison achevée en juin 2017, les caféiculteurs de l'Axe Isale-Bulambo dans le Nord-Kivu ont récolté un total de 10 622 kilogrammes de café parche. Si la production est en hausse quantitativement, une critique entoure actuellement la qualité du produit qui est en constante baisse. Cette situation est le résultat de la sécheresse accrue qui a frappé la RDC ces deux dernières années. Plus de quinze pour cent du café produit sont déclarés de deuxième qualité. L'on est très loin des 5 % des saisons écoulées.

La menace est trop importante pour éluder les derniers chiffres présentés par les caféiculteurs de l'axe Isale-Bulambo, tous membres de la Coopérative Kawa Kabuya. Ils sont regroupés au sein d'une dizaine de micro-stations de lavage de café situées sur le même axe. Récemment, ils ont tenu une grande réunion pour évaluer leurs performances durant la petite saison culturale 2017. Désormais, l'on en sait plus sur leurs conclusions et surtout les terribles chiffres qui prouvent ce que d'aucuns craignaient depuis longtemps avec la faible pluviométrie de ces dernières années. Le café congolais est en train d'arpenter une pente dangereuse et les prochaines années seront déterminantes pour les caféiculteurs visiblement désillusionnés.

Au cours de cette réunion visiblement de crise, plusieurs acteurs de terrain ont tenu à y prendre une part active. Ensemble avec les caféiculteurs, ils ont évalué la petite saison culturale qui venait de s'achever. Selon

les détails qui nous sont parvenus, le taux des flottants a augmenté sensiblement, atteignant les 1 744 kg. Par conséquent, un peu plus de 16 % du total produit au cours de la petite saison sont déclarés de deuxième qualité, contre 84 % de première qualité. Pour comprendre l'ampleur du désastre, seuls 5 % étaient déclarés « café de deuxième qualité » au cours des saisons passées. Cette proportion s'est accrue au grand dam des caféiculteurs qui craignent désormais pour leur avenir et celui de la filière.

Y a-t-il un vrai danger pour la filière, du moins dans cette partie du territoire national ? Les membres de cette association le pensent effectivement. Selon eux, les initiatives futures sont vouées à l'échec si les caféiculteurs n'arrivent pas à faire remonter la qualité. Toutefois, il faudra compter avec un phénomène naturel qui ne peut être maîtrisé même avec la plus grande détermination des caféiculteurs. Les plus pessimistes parlent déjà du déclin de la filière dans cet



Le premier café « Arabica » produit en RDC apprécié sur les marchés internationaux

Axe. Malgré tout, des stratégies nouvelles voient le jour même si rien ne garantit leur efficacité. C'est le cas de la multiplication des bananiers dans le champ de café. L'idée est d'encourager les caféiculteurs à planter les bananiers pour la simple raison que ceux-ci favorisent le développement des vers de terre qui jouent un rôle très important dans la croissance des plantules de café. Seul l'avenir pourra confirmer cette hypothèse. Par ailleurs, des efforts devront se poursuivre pour sarcler plus régulière-

ment les plantations, au moins quatre à six fois par an, pour faciliter l'arrosage lors des pluies. D'autres acteurs de terrain ont préconisé l'aménagement des terrasses et la disposition des plantations en forme d'échelle pour optimiser la circulation des eaux. Enfin, une autre piste vise à promouvoir la plantation des arbres autour des champs afin de lutter contre la perturbation climatique.

Laurent Essolomwa

RÉFLEXION

Une « transition sans Kabila » est inconstitutionnelle

La Constitution de la RDC rend aberrante toute idée consistant à penser à une transition qui révoquerait le président en exercice.

Il est vrai que les différents protagonistes qui s'affrontent au sujet de la lecture de la fin du mandat du Chef de l'Etat ne sont pas totalement départagés, chacun tentant de tirer la couverture de son côté à grand renfort d'arguments somme toute teintés de subjectivité. Mais au-delà, une analyse intellectuelle et impartiale de la Constitution et de l'accord de la St Sylvestre en rapport avec le maintien de Joseph Kabila au-delà des délais constitutionnels, permet de recadrer nombre d'incohérences dans un contexte politique tendu où l'émotion semble souvent l'emporter sur la sérénité.

Il est écoeurant de constater que ceux qui ont toujours prôné l'instauration d'un Etat de droit en République démocratique du Congo soient les premiers à le pourfendre. Le respect des fondamentaux du droit fait partie de leur credo sur fond d'un engagement ferme à remettre la donne juridique sur son piédestal. Il s'avère cependant que ces nouveaux chantres de la démocratie et de l'Etat de droit se sont trompés de contexte, avec à la clé, une mauvaise interprétation des textes lorsqu'ils envisagent, par exemple, une transition sans l'actuel président de la République comme une des voies de sortie de crise.

Une telle perception s'écarte fondamentalement de la Constitution qui demeure le seul pilier fondamental d'où les institutions du pays tirent leur légalité ainsi que leur légitimité. Et d'ailleurs, le législateur avait - en bon visionnaire -, déjà prévu l'éventualité de la non-tenue des élections dans les délais constitutionnels et

a proposé une voie alternative pour contourner la difficulté qui pourrait en résulter au plan juridique à travers l'article 70 de la Constitution. Celui-ci dispose qu'à la fin de son mandat, « le président de la République reste en fonction jusqu'à l'installation effective du nouveau président élu ». Autrement dit, l'actuel chef de l'Etat ne pourra rendre son tablier qu'après que le nouveau président élu a pris effectivement les rennes du pouvoir, ce qui épargnerait le pays le risque de sombrer dans un vide institutionnel au sommet de l'Etat.

Ceci pour dire que Joseph Kabila ne pourra quitter son fauteuil que si l'élection présidentielle est organisée et qu'un nouveau président est élu puis investi solennellement. L'installation d'un président élu sera matérialisée par la prestation de serment et sa prise de fonction effective. Cette approche essentiellement juridique est corroborée par l'arrêt de la Cour constitutionnelle rendu public le 11 mai 2016 au sujet de l'interprétation de l'article 70 de la Constitution.

Ainsi donc, la Constitution de la RDC rend aberrante toute idée consistant à penser à une transition qui révoquerait le président en exercice. En fait comme en droit, le slogan « Transition sans Joseph Kabila » viole manifestement la Constitution. Il est ahurissant de constater que la frange de l'opposition qui défend une telle thèse est elle-même signataire de l'Accord global et inclusif qui consacre tout un chapitre au respect de la Constitution. Une transition sans Kabila équivaldrait à faire table rase de la Constitution au profit d'un nouvel ordre politique qui partirait d'une transition devant poser les bases d'une nouvelle République avec une nouvelle loi fondamentale.

Alain Diasso

TOURISME

Les pays les plus visités en Afrique

Le champion continental est sans surprise l'Afrique du Sud. En effet, le pays « Arc-en-ciel » continue à attirer les touristes étrangers malgré les tensions politiques désormais récurrentes. Sur le podium, d'autres pays se confirment comme des sérieux challengers. Il y a par exemple le Kenya, la Zambie, le Botswana, le Nigéria, le Mozambique, le Cameroun, l'île Maurice et la Tanzanie.

Les arrivées des touristes étrangers ont grimpé de 6,5 % au cours de la période de l'année 2017. Le continent africain a accueilli pas moins de 18,55 millions de touristes, alors qu'il n'en avait reçu que 16,35 en 2012, peut-on découvrir dans le dernier rapport du cabinet international d'étude de marché, Euromonitor, présenté lors de la 41e conférence annuelle sur le tourisme mondial dans la capitale rwandaise. Autre précieuse information du rapport, plusieurs facteurs ont contribué au décollage du tourisme africain. Il y a par exemple la disponibilité d'outils numériques pour faciliter à la fois le voyage et le séjour du touriste.

Depuis quelques années, l'Afrique a intégré l'ère du numérique. Et maintenant, elle arrive à offrir les conditions les plus modernes de réservation de vols, d'hôtels et même de planification des visites

au touriste. Plusieurs grands hôtels ont compris l'intérêt stratégique de se connecter au digital. C'est le même défi qui guide désormais les compagnies aériennes et même les entreprises de location de véhicules dont l'offre de service est en train d'exploser. Bien entendu, cette tendance à la digitalisation s'explique par l'ampleur sans précédent des réseaux sociaux et autres moteurs de recherche dans la région. Toutefois, un autre facteur a contribué grandement à cet attrait de l'Afrique.

Il s'agit de l'environnement général qui se prête aux safaris et éco-tourisme.

Désormais, de plus en plus de curieux veulent découvrir le côté exotique de la région. Les chiffres ne vont pas baisser au cours des prochaines années. En tout cas, les projections sont plus qu'optimistes. Pour preuve, les arrivées internationales atteindront les 25 millions d'ici à 2022. À l'heure de la désillusion du secteur minier, l'Afrique peut compter sur un secteur quasiment inexploré comme le tourisme et tant d'autres d'ailleurs pour redémarrer sa croissance en berne à la suite de la chute des cours internationaux des matières premières.

L.E.

FOOTBALL

Week-end des Rd-Congolais en Angleterre et en France

Après la trêve des éliminatoires de la Coupe du monde, les championnats nationaux en Europe et ailleurs ont repris à travers le monde, en Premier League anglaise et en L1 française. Et les Congolais de souche se sont fait remarquer d'une manière ou d'une autre.

Après sa blessure contractée lors du match à égalité de deux buts partout entre les Léopards de la RDC et les Aigles de Carthage de la Tunisie le 5 septembre à Kinshasa, Chancel Mbemba a fait son apparition dans le onze de départ de Newcastle en Premier League, non sans un passage à l'infirmerie du club coaché par le technicien espagnol Rafael Benitez. Et pour son retour, Mbemba a gardé le couloir droit de la défense de Newcastle vainqueur de Stoke City par deux buts à un le 16 août, en cinquième journée de la Premier League anglaise. Pour sa part, Benik Afobe Tunani a participé à partir du banc des remplaçants à la victoire de son équipe, Bournemouth, sur le promu en Premier League anglaise Brighton & Hove par deux buts à un. Elias Katchunga a débuté le match dans le onze de départ d'Huddersfield contraint au résultat d'égalité par Leicester (1-1). L'attaquant international



Chancel Mbemba contenant Peter Crouch et Tanguy Ndombele (photos internet)

RD-congolais est sorti à la 74^e minute, remplacé par Quaner. Le latéral gauche néo-international RD-congolais Arthur Masuaku n'a pas quitté le banc des remplaçants lors du match nul de West Ham sur le terrain de West Bromwich Albion (0-0). En Ligue 1 française, Jordan Ikoiko a une fois de plus été titulaire lors de la victoire à l'arrachée d'En Avant Guingamp face à Lille (1-0). Également titulaire de Congolais de souche Yannick Salibur a cédé sa place à Nicolas Benezet à la 77^e minute. Le jeune et solide défenseur Nordi Mukiele a été titulaire lors du succès de Montpellier sur le terrain de Troyes (0-1). Le jeune Belge de souche RD-congolaise, Isaac

Mbenza a fait son entrée du côté montpelliérain à la 74^e minute, alors que Jonathan Ikone a fait banquette. Maître à jouer, Gaël Kakuta n'a pu rien faire lors de la défaite d'Amiens à domicile face à Marseille. L'attaquant Harrison Manzala a fait son apparition à la 63^e minute à la place de Serge Gakpe sans changer la physionomie de la partie. Firmin Mubele a débuté sur le banc lors de la défaite de Rennes sur son terrain face à Nice (0-1). Il est monté à l'heure de jeu à la place du Tunisien Wabi Khazri. Du côté de Nice, Arnold Lusamba est resté sur le banc des remplaçants. Après avoir accumulé du temps de jeu à Laval relégué cependant en National,

le milieu de terrain international RD-congolais Michael-Jordan Nkololo est de retour à Caen en L1. Et il a été dans le groupe qui a perdu à Nantes (0-1), mais resté sur le banc. **Ndombele...** Tanguy Ndombele, un nom qu'il faudra retenir désormais, si du moins il continue sur sa lancée. Arrivé d'Amiens à Lyon au mercato d'hiver, il a été aligné lors du choc de la 6^e journée de la L1 française entre Paris-Saint-Germain et Lyon. Et c'était la deuxième fois pour lui d'affronter Paris-Saint-Germain, puisqu'il avait joué en première journée avec Amiens alors battu par PSG (0-2). Le 17 septembre au Parc des Princes, il a été à l'origine de

quelques sueurs froides avec une lourde frappe qui s'est écrasée sur la barre transversale d'Areola, le gardien de but parisien. Mais le jeune joueur de souche congolaise a été obligé de quitter ses coéquipiers sur blessure à la 72^e minute, après avoir touché plus ou moins trente ballons et d'autres statistiques flatteurs. C'est trois minutes après sa sortie que Lyon a encaissé le premier but de la partie, du défenseur brésilien Marcelo contre son camp. Ndombele, -qui a figuré sur une liste des présélectionnés du sélectionneur Florent Ibenge des Léopards de la RDC- a pu tirer personnellement son épingle de jeu au cours de ce choc.

Martin Engimo

CAF

Le président Ahmed Ahmed et Samuel Eto'o réconfortent Constant Omari endeuillé

Le Malgache récemment élu président de la CAF et la star camerounaise du football sont venus reconforter moralement le président Constant Omari de la Fédération congolaise de football association (Fécofa) et vice-président de la Confédération africaine de football (CAF) à la suite de décès de ses deux frères.



Le président du CNSA Olenghankoy, le président Ahmed Ahmed de la CAF, le Premier ministre Bruno Tshibala, Samuel Eto'o et Constant Omari à droite

Le nouveau président de la CAF, le Malgache Ahmed Ahmed, a séjourné, du samedi 16 au lundi 18 septembre à Kinshasa. Il est venu reconforter le président de la Fécofa, Constant Omari Selemani, qui a récemment perdu ses deux frères dans un accident de circulation. « Je ne suis pas venu à Kinshasa pour le football mais pour le deuil. Vous connaissez bien les liens qui nous unissent avec le président Omari. Il a perdu deux de ses frères dans un accident de la circulation. Mais, vu que j'étais en pèlerinage à la Mecque, je ne pouvais pas venir le même jour », a déclaré Ahmed Ahmed. En marge du deuil, le président de la CAF a également rencontré le ministre des Sports et le Premier ministre, Bruno Tshibala. «...

Ensemble nous nous sommes fixé des objectifs dans le sens d'apporter un grand changement dans la pratique du ballon rond sur notre continent. Nous y parviendrons certes, mais pas en un seul jour... Nous avons préféré procéder par différentes approches, entre autres, l'écoute de la base, en passant par les gouvernements. Je suis d'ailleurs très ravi que ces circonstances m'aient permis de rencontrer le ministre des Sports de la RD Congo », a-t-il signifié. Outre le président de la CAF, l'icône camerounaise du ballon rond, Samuel Eto'o fils, est arrivé, le 17 septembre à Kinshasa, également pour apporter un réconfort moral au président de la Fécofa. Il est reparti le 18 septembre.

M.E.

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLE
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Déclinais
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adivc-congo.com

14, Imprimerie El Dorado, Soixante-troisième
Brazzaville - République du Congo

DROITS HUMAINS

Le CPDHLT réalise à nouveau le monitoring des prisons

Le Consortium panafricain des droits de l'homme et de la lutte contre la toxicomanie (CPDHLT), en collaboration avec les ONG partenaires au projet Mandat, a visité trois lieux de garde à vue et de détention du département de Pointe-Noire.

La mise en œuvre du projet Mandat sur la promotion de lutte contre la torture dans le département de Pointe-Noire que le CPDHLT exécute en collaboration avec les ONG Agir ensemble pour les droits de l'homme, porteuse du Projet, et l'Observatoire congolais des droits de l'homme vise à terme la réduction voire l'éradication des cas de torture, de traitements cruels et dégradants des personnes dans le département. Il bénéficie de l'appui financier de l'instrument européen chargé de la promotion de l'État de droit et de la démocratie en Afrique et dans le monde.

En effet, les visites ont été réalisées à la Maison d'arrêt de Pointe-Noire, au commissariat central de police et au commissariat de police d'arrondissement n° 1 Emery Patrice-Lumumba. Conduites par le colonel André Mankassa, chef de service de la police judiciaire représentant le directeur départemental de la police de Pointe-Noire, ces visites ont permis à la délégation d'interroger les responsables des lieux de détention et des centres de garde à vue sur



Photo de famille lors du monitoring du CPDHLT Crédit photo DR»

leurs conditions de travail. La délégation a ensuite procédé à l'observation desdits lieux avec pour objectif final la recherche des droits humains, notamment la corrélation entre les prescriptions du cadre juridique national et les instruments juridiques internationaux ratifiés par le Congo sur l'arrestation et la détention des personnes et la pratique quotidienne de la force publique et les autres acteurs chargés de l'arrestation, de la garde à vue et de la détention des personnes sur le terrain.

Dans l'objectif d'exiger l'amélioration des conditions d'attestation et de détention des personnes au sein de l'univers carcéral du département, le CPDHLT faisant son plaidoyer auprès des pouvoirs publics recommande que l'État prenne en charge la nutrition des personnes gardées à vue dans les commissariats de police et les postes de gendarmerie de Pointe-Noire et du Kouilou à l'image de l'initiative prise à l'endroit des maisons d'arrêt, donne des subventions nécessaires pour l'améliora-

tion des conditions de travail des agents de la force publique, de la maison d'arrêt et de l'administration pénitentiaire, améliore les conditions par la reconstruction et l'extension des nouveaux bâtiments, alloue aux structures concernées les moyens financiers nécessaires à la vidange régulière des fosses septiques dans les lieux de détention, de garde à vue et les autres lieux d'incarcération des personnes dans le département.

En plus, le CPDHLT veut que l'appareil judiciaire fasse respecter les délais prescrits par la loi en matière d'enquête. Il demande que des moyens financiers conséquents soient alloués pour la mise en service effective de toutes les unités d'apprentissage des métiers (soudure, coiffure, couture, menuiserie) en vue d'une réinsertion sociale des détenus. La maison d'arrêt de Pointe-Noire doit être équipée de tables-bancs, tableaux et autres accessoires pédagogiques pour la scolarisation des prisonniers. Ce travail de monitoring vise l'amélioration de l'univers carcéral au Congo en général et à Pointe-Noire en particulier mais aussi la recherche des solutions contre la torture, les arrestations arbitraires, les traitements cruels, inhumains et dégradants à l'endroit des citoyens détenus ou en garde à vue.

Hervé Brice Mampouya

MVOU-MVOU

Le CEG Antoine-Banthoud en état de délabrement

À deux semaines de la rentrée scolaire, le CEG Antoine-Banthoud situé au cœur de l'arrondissement 2 Mvou-Mvou à Pointe-Noire présente une image déplorable.



Une vue du premier bâtiment délabré «Adiac»

Créé le 29 septembre 1985, le CEG Antoine-Banthoud est dans un état vétuste après 32 ans d'existence. L'un des principaux bâtiments R1 qui abrite les salles de classe et les bureaux administratifs n'a plus sa toiture depuis le mois d'avril dernier. Cette toiture a été endommagée lors des dernières intempéries qui ont causé assez de dégâts matériels dans la ville océane. Au moment où les établissements s'apprentent pour recevoir les élèves pour la nouvelle année scolaire 2017-2018, les responsables de cet établissement ne savent plus à quel saint se vouer puisque toutes les demandes d'aide sont restées lettre morte.

En attendant la réparation de la toiture du bâtiment R1, la directrice du CEG travaille au rez-de-chaussée, notamment dans le local qui abrite la bibliothèque de l'école. Cette situation inquiétante interpelle l'attention non seulement du ministère de tutelle mais aussi celle des autorités locales de trouver les solutions afin de permettre aux élèves de démarrer la nouvelle année dans de bonnes conditions.

Outre l'état du bâtiment, le problème de tables-bancs s'impose également. Pourtant, grâce à la politique de travail conçue cette année par la responsable de l'établissement, le CEG Antoine-Banthoud a réalisé le meilleur résultat qu'il n'a jamais fait au BEPC en 32 ans d'existence, soit 47%. Ces efforts méritent une attention particulière des autorités.

Charlem Léa Legnoki

VIE ASSOCIATIVE

La Dobe se lance dans l'agriculture

Les membres de la Diaspora de Ouénzé et ses environs (Dobe) se sont retrouvés en assemblée générale, le 18 septembre, à Pointe-Noire dans le 2^e arrondissement Mvoumvou, pour échanger sur les bases du projet agricole d'investissement collectif et productif.

Comme toute association ambitieuse, la Dobe veut aller de l'avant. Elle entend élargir ses horizons en créant des activités génératrices de revenus pour le bien de tous ses membres. Pour atteindre ce but, elle a choisi comme cible la terre. La Dobe a décidé de se lancer dans l'agriculture non seulement pour subvenir à ses besoins financiers mais également pour soutenir la politique du gouvernement qui vise à promouvoir la production alimentaire dans le pays.

De par sa capacité d'investissement, son esprit d'entreprendre, la Dobe a décidé de jouer un rôle d'acteur économique dans le pays en se lançant dans cette activité géné-

ratrice de revenus très prometteuse. L'association s'est approprié un domaine agricole à Hinda, dans le département du Kouilou, qui va permettre à ses membres de planter des arbres fruitiers, des légumes et bien d'autres produits agricoles selon des techniques inspirées de l'agro-écologie.

Animée par une ambition positive, la Dobe s'était fixé comme priorités d'élargir son champs d'action, de sortir du cadre social afin d'aller vers la création des unités de production. Dans son mot de circonstance, Bernard Adjobi, président de cette association, a loué les efforts de tous les membres qui, par leur dynamisme, ont permis à la Dobe d'atteindre des dimensions significatives. « Nous sommes rentrés dans la deuxième phase de la mise en pratique de notre activité agropastorale, une activité qui va générer des moyens et permettre à notre association de se prendre en charge comme il se doit. Nous

avons fini avec la phase de formalité administrative. Dans un ou deux mois, nous allons entamer la phase pratique qui concerne la culture sur le domaine de Hinda », a dit Bernard Adjobi.

La Dobe est une jeune association apolitique qui



Les membres du présidium crédit photo «Adiac»

a fait sa sortie officielle à Pointe-Noire il y a deux ans. Cette association prône le vivre ensemble et elle s'est fixée comme objectifs: rassembler les enfants de Ouénzé en vue de promouvoir le climat de paix, d'amour, de sociabilité, d'entraide, de vivre ensemble et de participer à l'action humanitaire; d'organiser des colloques historiques, éducatifs et culturels, des compétitions à caractère sportif; renforcer le brassage intercommunautaire par les excursions dans tous les départements du pays et créer des unités de production (agropastorales, pisciculture, etc.). Notons que cette activité a notamment connu la présence de Vivaldi Alain Mabondzo, chef de service par intérim à la direction départementale de l'Agriculture du Kouilou qui, par son expérience, a demandé aux membres de la Dobe de se faire confiance afin d'atteindre leurs objectifs.

Hugues Prosper Mabonzo

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pointe-Noire et Le Havre réaffirment leur accord de jumelage

La ville de Pointe-Noire (Congo) et celle du Havre (Paris) entretiennent des relations d'amitié et de coopération traduites par un accord de jumelage, depuis 1984. En dépit des changements simultanés intervenus avec la nomination des nouveaux maires, le jumelage entre les deux villes portuaires se poursuit. Albert Texier, président de l'Association congolaise pour la solidarité des villes jumelées - L'ACSVJ - répond aux questions du quotidien « Les Dépêches de Brazzaville ».

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Comment avez-vous accueilli les récents changements administratifs simultanés intervenus au Havre et à Pointe-Noire ?

Albert Texier (AT) : Au Havre, le changement de maire n'est pas une surprise. En toute logique, après sept ans passés à la tête de la mairie, et à l'issue d'un conseil municipal extraordinaire, Edouard Philippe, devenu Premier ministre de la France, a transmis son écharpe tricolore à Luc Lemonnier, son adjoint. A Pointe-Noire, le Congo a renouvelé ses institutions pour mettre en place celles de la nouvelle République. Roland Bouiti-Viaudo, actuel 2e vice-président de l'Assemblée a été remplacé par le député maire Jean François Kando, depuis le 24 août der-



Photo de groupe lors des festivités de la fête nationale du Congo au Havre (France) / Crédit photo : Alyssa Texier

nier, cumulant la présidence du bureau exécutif du Conseil départemental et municipal. Nous saluons l'arrivée à la mairie de Jean François Kando.

LDB : Quel est l'état actuel de la convention de jumelage signée en 1984 entre Pointe-Noire et Le Havre ?

AT : L'accord de jumelage signé le 15 mars 1984 visait une aide au processus du développement adopté par la ville de Pointe-Noire. Depuis 2010, cette coopération demeure inactive. À l'issue de notre ré-

cent entretien, le 15 août dernier, avec le nouveau maire du Havre, nous avons obtenu un accord de principe de la relance des activités. Luc Lemonnier souhaite désormais les relancer par la culture après les festivités des 500 ans du Havre. Nous en rendrons compte aux autorités congolaises et, dans les prochains jours, nous verrons de quelle manière son homologue de Pointe-Noire envisage de s'inscrire sur cette nouvelle feuille de route.

LDB : L'ACSVJ vient de fêter ses

20 ans. Quel est le bilan de ces deux décennies ?

AT : Etablir un bilan de nos actions, réalisées en 20 ans depuis notre siège social situé dans le quartier de l'Eure, c'est évoquer l'aide humanitaire en faveur des populations congolaises, entre 1997 et 2010, période connue comme celle des guerres fratricides au Congo. Nous veillons au respect des normes du vivre-ensemble dans le pays d'accueil. Lors de la fête nationale du Congo, les élus de la ville nous témoignent de leur solidarité en venant assister aux festivi-

tés que nous organisons. Le 15 août dernier, Luc Lemonnier et ses adjoints, Solange Gambert, Seydou Traoré ou représentants d'autres associations tels que Alain Chamayou d'ACT2 et Anaïs Gernidos (pour la promotion de la culture caraïbéenne) étaient présents. Il me semble que l'ACSVJ a encore plusieurs défis de solidarité à relever. Mais en 20 ans, nous demeurons une association engagée au Havre, surtout pour la continuité du jumelage avec Pointe-Noire.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

CÉLÉBRATION

Les Ponténégrins connaissent la journée internationale de la paix

La communauté mondiale célèbre, le 21 septembre de chaque année, la journée internationale de la paix. De nombreux Ponténégrins n'hésitent pas à donner son importance quand ils sont interrogés.

Le thème de cette année est « Ensemble pour la paix : respect, dignité et sécurité pour tous ». Il a été choisi pour mettre à l'honneur la campagne Ensemble, une initiative mondiale des Nations unies qui favorise le respect, la sécurité et la dignité pour toute personne forcée par les circonstances à fuir son domicile pour se réfugier quelque part. Ensemble réunit les organismes du système des Nations unies, les 193 États membres de l'ONU, des entités du secteur privé et de la société civile, des établissements universitaires et des citoyens dans le cadre d'un partenariat mondial en vue de soutenir la diversité, la non-discrimination et l'acceptation des réfugiés, des sinistrés et des migrants. Et ladite campagne a été lancée le 19 septembre 2016 à l'occasion du Sommet des Nations unies pour les réfugiés et les migrants. Un Ponténégrin qu'on a



Photo archives: La colombe, symbole de la paix dans le monde

abordé à propos de cette journée a donné son point de vue. « Oui, je connais bien cette journée. Et je sais qu'elle se célèbre chaque mois de septembre. Cependant,

j'ignore la date exacte de celle-ci. La paix, tout le monde le sait, c'est la condition première du développement des nations, car sans paix le pays ne peut et ne

pourra pas se construire, d'où il nous est toujours demandé de cultiver la paix partout sur le territoire national et même dans la sous-région et à travers le monde », a indiqué Pierre Pambou habitant le quartier OCH de Pointe-Noire.

Pour un autre Ponténégrin, la paix n'est pas seulement troublée par des conflits armés, le terrorisme et autres, il y a aussi les catastrophes naturelles dues aux changements climatiques. « C'est une bonne occasion que cette journée de la célébration de la paix dans le monde coïncide avec la 72e assemblée générale des Nations unies, car la paix dans le monde n'est pas seulement troublée par des conflits armés mais aussi et surtout par de nombreuses catastrophes naturelles de ces derniers jours dues aux changements climatiques, d'où la nécessité d'interpeller les 194 États membres des Nations unies qui y sont présents afin qu'ils traitent froidement de cette problématique des changements climatiques. Les dégâts de ces changements climatiques sont bien visibles

à travers le monde, car aujourd'hui aucun pays ne peut affirmer haut et fort qu'il soit épargné de ces catastrophes naturelles », a signifié Lénine Dinga Okendza, documentaliste exerçant dans une sous-traitance de la place et habitant l'arrondissement 3 Tié-Tié.

En rappel, la journée internationale de la paix a été décidée en 1981 en vertu de la résolution 36/67 de l'Assemblée générale des Nations unies. Et la première journée de paix a été observée en 1982. Puis en 2001, l'Assemblée générale a unanimement adopté la résolution 55/282, établissant le 21 septembre comme journée annuelle de non-violence et de cessez-le-feu. Cette date a été choisie pour cadrer avec la séance d'ouverture de l'assemblée générale, qui se tient annuellement le troisième mardi du mois de septembre. Ainsi donc, les Nations unies se disent être mobilisées dans la sensibilisation du public aux questions liées à la paix, car elle est le fondement de tout progrès socio-économique.

Faustin Akono

COOPÉRATION SPORTIVE ITALIE/CONGO

Andrea Mazzella: « Nous devons relancer les accords pour les faire vivre »

Les deux pays continueront à faire des pas en avant dans plusieurs disciplines sportives. Ainsi, l'expertise italienne permettra au Congo de tirer son sport vers le haut s'agissant de la formation, entre autres, pour révéler les talents latents.

L'ambassadeur de l'Italie, Andrea Mazzella, a échangé avec le ministre des Sports et de l'éducation physique, Hugues Ngouélondélé, ce 19 septembre à Brazzaville. « Nous avons évoqué des questions liées au développement de plusieurs disciplines sportives particulièrement le football », a fait savoir le diplomate italien. C'est effectivement dans le domaine du « sport-roi » que l'Italie et le Congo ont récemment signé plus d'accords de coopération. Janvier 2017, signature entre le Congo et les clubs italiens Atalanta et le Milan AC sur

la préformation des jeunes à Brazzaville pour le premier club et à Pointe-Noire pour le second. En avril de l'année en cours, une délégation conduite par le coordonnateur technique de l'académie de football du club Atalanta, Stefano Bonaccorso, avait effectué le déplacement de la ville capitale pour organiser un tournoi de présélection auquel 180 jeunes venus de tous les départements du pays ont pris part. « Nous devons relancer les accords pour les faire vivre », a indiqué Andrea Mazzella. L'importance du sport dans

le système scolaire en tant que formation et discipline pour les élèves a également été évoquée. Ce n'est par hasard que les deux parties ont échangé à ce sujet. La tenue de l'Office national du sport scolaire et universitaire (Onssu) fait en effet partie des dix-huit orientations d'urgence de Hugues Ngouélondélé qu'il faudra réaliser en cent jours. Le diplomate italien et le ministre congolais ont par ailleurs passé au peigne fin la question des infrastructures sportives construites à l'intérieur du pays. Il s'est agi de voir comment les mettre au service de la population, au sens large du terme, pour permettre à chacun de faire parler son talent dans



L'ambassadeur de l'Italie face à la presse. Crédit photo Adiac. « Le peuple congolais est très sportif », a reconnu l'ambassadeur de l'Italie avant de souligner que plusieurs jeunes talentueux n'ont pas la chance de rencontrer des managers, des détecteurs

capables de leur permettre d'évoluer au plus haut niveau à l'avenir. C'est pour faciliter tout cela que l'Italie et le Congo consolident, jour après jour, leur coopération sportive, selon lui.

Rominique Nerplat Makaya

KICK-BOXING

Les championnats nationaux prévus à Brazzaville

Après avoir organisé du 8 au 10 Septembre, les tout premiers championnats départementaux à Pointe-Noire, l'association congolaise de Boxe pieds-poings compte sur l'appui des partenaires pour boucler l'année par l'organisation à Brazzaville des championnats nationaux de Kick Boxing.

À Pointe-Noire pour des raisons financières, les organisateurs n'ont pas pu élargir la liste des compétiteurs. Cinq catégories de poids seulement ont été sélectionnées pour vingt-six athlètes. L'objectif étant de promouvoir la pratique de cette discipline innovée de sport de combat et détecter les talents. Au terme de trois jours de compétitions, les champions départementaux ont été révélés. Dans la catégorie des moins de 63,5kg, Prefera Pambou a dominé la compétition. Césaire Emmanuel Nzobo a pris le meilleur dans les moins de 65kg. Bercy Mafouha s'est imposé dans les moins de 70kg. Hewilph Masala a gagné dans les moins de 75kg et Surprise Mbemba l'emporte dans les moins 81kg.

« Après cette compétition nous devons préparer la prochaine étape à savoir le championnat national.



L'athlète en bleu déclaré vainqueur du combat DR

Il devra se tenir à Brazzaville en fin de cette année 2017 si nous bénéficions de

l'apport de tous ceux qui sont prêts à nous accompagner pour que l'association congo-

laise de boxe pieds-poings atteigne ses objectifs en donnant au Congo/Brazzaville une place de choix dans le rang des pays pratiquants le Kick boxing au monde car il

en a le potentiel », a conclu Césaire Alfred Nzobo, l'organisateur.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Chypre, 4e journée, 1re division Légèrement blessé à une jambe, Juvhel Tsoumou était ménagé lors de la défaite d'Ermis sur le terrain de l'Apollon Limassol (2-4). Avec 3 défaites et un match en retard, l'Ermis est lanterne rouge.

Israël, 5e journée, 2e division Titulaire au poste de latéral droit, Romari Etou a marqué le 2e but de son équipe, le Beitar Tel Aviv, défaite devant son public par l'Hapoel Kfar Saba (2-3). Son premier but depuis son retour en Israël.

Slovaquie, 8e journée, 1re division

Le DAC Dunajska Streda s'impose 3-2 sur le terrain du Zlate Moravce. Yves Pambou, titulaire, s'est illustré par une frappe de l'entrée de la surface qui termine sur l'équerre. Averti à la 31e et remplacé à la 58e alors que son équipe menait 1-0.

Avec 15 points, le DAC est 4e du classement.

Camille Delourme